



ENSEMBLE MOBILISONS NOUS POUR LE DROIT A LA SANTE POUR TOUS ET UNE PROTECTION SOCIALE DE HAUT NIVEAU ! LE 23 JUIN A 11 H 00 DEVANT L'ARS (Agence Régionale de Santé)

Tout ce qui constitue la protection sociale collective intergénérationnelle, tout ce qui garantit la solidarité entre les malades et les biens portants, entre les salariés et les demandeurs d'emploi est aujourd'hui en danger.

En accord avec les décisions européennes, le gouvernement par ses récentes mesures et lois orchestre la casse de notre système de santé et de protection sociale :

- *Loi HPST (Hôpital, patients, santé et territoires) dont l'objectif est de procéder à la casse de l'hôpital public !*
- *Mise en place des ARS (Agences régionales de santé), bras armé de la Loi HPST, chargé de passer de l'accès aux soins pour tous à une offre de soins rationalisée répondant uniquement à des critères de rentabilité ! Les ARS sont désormais décideurs des politiques hospitalières, de la médecine de ville, de la santé publique et santé au travail, du médico-social et sont répartiteurs des budgets !*
- *Loi de financement de la Sécurité sociale (PFLSS), discutée au Parlement à l'automne, voulant céder au secteur marchand et assurantiel le champ de la protection sociale !*
- *Vote de la Loi réformant le droit à la retraite à 60 ans avec augmentation des annuités et baisse généralisée du montant des pensions !*
- *Fusion de l'ANPE et des ASSEDIC par la création de Pôle emploi*
- *Modification du code de la mutualité entraînant des dérives assurantielles !*
- *Instauration du Pacte dit de compétitivité constituant un véritable pacte de régression sociale !*
- *Le dossier dit « dépendance », dont le patronat et le gouvernement souhaitent le confier au secteur marchand car il constitue un marché juteux !*

Dans le même temps le gouvernement entretient des dérives populistes extrêmement dangereuses pour la cohésion sociale : la dernière déclaration sur les bénéficiaires du RSA stigmatisés comme des profiteurs, assimilés à des fraudeurs en est la dernière illustration !

RESISTANCE, RECONQUÊTE ET CONQUÊTE DE LA PROTECTION SOCIALE : VERITABLE ENJEU DE SOCIETE !

Dès l'origine, le Patronat n'a eu de cesse de vouloir abattre ce formidable acquis social issu du programme du CNR (Conseil national de la résistance) !

Aujourd'hui le Medef veut y mettre un terme définitif ! Son but : récupérer pour la spéculation financière le salaire socialisé !

Le programme du Conseil national de la Résistance, en 1945, date de création de la Sécurité sociale, acte : « Un plan complet de Sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens

d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'état. » : le salaire socialisé est né !

La remise en cause du salaire socialisé par le Medef est inacceptable car c'est s'attaquer aux fondamentaux : en effet, le salaire socialisé et la solidarité intergénérationnelle constituent les piliers de notre système de protection sociale !

Le discours du Medef à savoir que « le financement de la protection sociale reposerait trop sur le travail » illustre bien sa volonté de se désengager en prônant le recours à l'impôt plutôt qu'à la cotisation ! C'est tout l'édifice de la protection sociale que le gouvernement et le patronat veulent donner à la finance : le débat parlementaire sur le financement de la sécurité sociale qui aura lieu à l'automne nous oblige d'ores et déjà à nous mobiliser tous ensemble afin de refuser le détricotage de tous nos acquis !

La reconquête de la protection sociale pour la CGT passe par l'engagement à construire un grand service public de l'emploi, à revaloriser le travail et les services publics, à augmenter les salaires, les revenus de remplacement et les pensions !

Nous devons exiger la fin des exonérations des cotisations patronales, du recours aux heures supplémentaires défiscalisées ! L'ensemble des éléments de rémunération (intéressement, primes, stock-options...) doivent être soumis à cotisations contribuant ainsi au financement de notre système de protection sociale !

Cette reconquête nous concerne tous, salariés du secteur public ou privé, privés d'emploi, retraités et s'inscrit bien dans le triptyque « Emplois, salaires, retraites » !

Revendiquer des augmentations de salaires, de véritables créations d'emplois sont indissociables du combat pour la reconquête de notre système de protection sociale !

- **REFUSONS LA MARCHANDISATION DE LA SANTE !**
- **REFUSONS DE VOIR CONFIER AU SECTEUR MARCHAND LA PERTE D'AUTONOMIE QUI RELEVE ENTIEREMENT DE LA SECURITE SOCIALE !**
- **REFUSONS ET COMBATTONS LES DERIVES ASSURANTIELLES DE LA MUTUALITE ET DES GROUPES DE PROTECTION SOCIALE !**
- **REFUSONS LA FERMETURE DES CENTRES DE SECURITE SOCIALE ET LA VENTE DU PATRIMOINE DES ASSURES SOCIAUX !**

Nous devons construire le rapport de force nécessaire à la mobilisation interprofessionnelle permettant d'infléchir ce qui relève de véritables choix de société et d'une autre conception de la répartition des richesses.

**Réaffirmons les valeurs fondamentales du CNR (Conseil national de la résistance) :
Unicité, Universalité, Solidarité, Démocratie !**

L'EMPLOI, LA SANTE, UNE PROTECTION SOCIALE SOLIDAIRE SONT NOS PRIORITES !

**RDV à 11 h 00, le 23 juin 2011,
devant l'ARS - 132 bd de Paris - 13002 Marseille**